

Coopération Gabon-Russie

Ali Bongo Ondimba hôte de Vladimir Poutine

J.K.M
Libreville/Gabon

EN séjour en Russie à la suite d'une invitation officielle de son homologue russe, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu, hier, au palais du Kremlin, avec Vladimir Poutine. Nul doute que les deux hommes d'État ont évoqué les voies et moyens de renforcer davantage la coopération bilatérale entre leurs nations respectives. Une coopération sous-tendue par une communauté d'intérêts, qui se manifeste dans les domaines de la formation, la culture, l'économie, etc.

Sur le plan diplomatique, le Gabon et la Russie ont signé, en avril 2011, un accord de suppression de visas pour les détenteurs de passeports diploma-



Photo : D.R

Entretien en tête-à-tête Ali Bongo -Vladimir Poutine.

tiques et de Service. Dans tous les cas, l'entretien entre les deux chefs d'État témoigne de la volonté du numéro un gabonais de diversifier les

partenaires de notre pays. Avec la détermination d'asseoir une coopération "gagnant-gagnant", basée sur un respect mutuel. Dans cette optique, la Russie

pourrait contribuer au processus de diversification de notre économie. Quoiqu'il en soit, la rencontre entre les deux dirigeants intervient quelques mois après le séjour, en avril dernier, au Gabon, du vice-ministre russe de l'Agriculture, Sergey Levin. On se souvient qu'à cette occasion l'émissaire du président russe avait été reçu par le numéro un ga-

bonais au palais de la présidence de la République. Il avait, entre autres, sollicité l'appui et le soutien du Gabon à la candidature de la ville russe d'Iékaterinbourg pour l'organisation de "l'Expo 2025". À noter qu'en octobre prochain, les deux pays commémoreront le 45e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques.

Communiqué

Le ministre de la Fonction publique, de la Modernisation du Service public, chargé de la Réforme de l'Etat, informe les agents publics civils de l'Etat en poste dans la province de l'Estuaire, que le site des opérations de remise des bons de caisse initialement prévu au ministère de la Défense nationale est transféré au ministère de la Fonction publique. Ces opérations se dérouleront conformément à la programmation précédemment annoncée. Par ailleurs, il est porté à la connaissance des agents publics en poste à la Cour de cassation que la remise de leurs bons de caisse se fera également sur le site du ministère de la Fonction publique, le jeudi 19 juillet 2018. Le reste des informations demeure sans changement.

Fait à Libreville, le 15 juillet 2018
Le ministre de la Fonction publique, de la Modernisation du Service public, chargé de la Réforme de l'Etat

Ali Akbar Onanga Y'Obegué

La Semaine

Tous les fronts désormais mobilisés

LA présente chronique sera un peu particulière. En ce sens que depuis que nous avons repris avec ce rendez-vous du lundi, c'est la première fois que nous n'allons abordé qu'un seul sujet. L'espace accordé à ce numéro étant très limité. La publicité est passé par là. Et l'actualité de la semaine écoulée a été riche dans tous les secteurs (Politique, Economie, Société, Sports, etc.).

Encore une fois, le sujet qui a le plus alimenté l'actualité socio-politique ces derniers temps tourne autour des mesures annoncées lors du Conseil des ministres du 21 juin dernier. Lesquelles suscitent des réactions diverses. D'une manière générale, ces mesures sont diversement appréciées, aussi bien au niveau de la classe politique qu'au sein de la société civile...

Tout au long de la semaine qui s'est achevée hier, on a enregistré plusieurs sorties motivées par ces mesures. Le moins que l'on puisse dire, c'est que tous les fronts sont désormais de plus en plus mobilisés. Entendu par là, le front politique et le front social. Sur le premier, on notera essentiellement les rencontres entre le chef du gouvernement avec les représentants des deux camps politiques. D'abord avec les représentants des partis de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence qui soutient l'action du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba ; puis avec ceux des formations politiques de l'opposition, sans les ténors de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) qui soutient Jean Ping. Dans l'ensemble, Le Premier ministre (PM), Emmanuel Issoze Ngondet, a, tout en magnifiant le bien-fondé des mesures gouvernementales et leur caractère indispensable pour sortir le Gabon de la mauvaise passe dans laquelle il est englué depuis plusieurs années, sollicité la compréhension, l'esprit patriotique et l'engagement des différents acteurs politiques pour se déployer sur le terrain et relayer le discours du gouvernement. Cela dans l'objectif de mieux faire comprendre aux Gabonais la nécessité de ces mesures, leurs effets positifs et leur côté bénéfique pour les couches les plus vulnérables... Cela ne sert à rien de s'attarder sur l'attitude plutôt ambiguë du président du Parti

social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, par ailleurs vice-président de la République qui, au cours de la rencontre entre le PM et les partis de l'opposition, a fait des interventions "indignes" du président d'un parti qui siège au gouvernement. Comme si les mesures gouvernementales dont il s'agit ici n'engagent pas le PSD. Est-ce le message qu'il voulait faire passer ? Le PM appréciera... Toujours dans le même élan que le chef du gouvernement, on notera aussi le point presse du ministre de la Fonction publique, Ali Akbar Onanga Y'Obegué, qui s'est livré à un exercice d'explication des dites mesures et sur leur bien-fondé.

A ce stade, la question que l'on peut se poser est celle de savoir si ces membres du gouvernement ont réussi à convaincre ? Pas tout à fait, sommes-nous tenté de répondre. A en juger par la réaction des nombreux syndicats dont ceux réunis au sein de la centrale "Dynamique unitaire" de Jean-Rémy Yama, qui ont également effectué des sorties pour menacer de manifester au cas où ces mesures seraient appliquées, du moins celles qui touchent directement à leurs traitements. Tout comme, à l'écoute des déclarations des partis politiques de l'opposition qui appellent d'ailleurs les populations à soutenir les syndicats. Selon ces forces politiques, "il revient à ceux qui ont conduit le pays dans cette crise de supporter le prix à payer pour en sortir, et non à tout le monde." Jean-Boniface Assélé, lui, avait directement mis à l'index les gouvernants. Mais, d'un autre côté, quelques partis de la majorité, le PDG en premier, multiplient des initiatives pour tenter d'appuyer l'action du gouvernement pour faire avaler la "pilule". Aux côtés de ceux-là, une pléthore de structures associatives, dont certaines sont presque inconnues au bataillon. "Trop de communication tue la communication", a-t-on coutume de dire...

C'est à ce niveau que le gouvernement court un risque : celui de brouiller le vrai message qu'il veut faire passer. Déjà que, manifestement, il a lui-même, du mal à le définir. Ce qui ne peut que faire le jeu de ceux qui combattent ces mesures.

ONDOUBA'NTSIBAH

CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE
DIRECTION GENERALE
COMMUNIQUE
(Portant enrôlement biométrique des retraités)

Dans le cadre de la nouvelle stratégie d'identification de ses assurés, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) informe tous les retraités résidant dans la province de l'Estuaire qu'elle procédera à leur enrôlement biométrique de 7h30 à 15h30 aux dates et lieux suivants :

- Du 05 au 13 juillet 2018 dans les locaux de son Agence d'Owendo ;
- Du 05 au 23 Juillet dans les locaux de ses Agences d'Akanda et de Libreville (Siège).

Les retraités non recensés en janvier 2017 doivent se munir de :

- ✓ Une pièce d'identité en cours de validité (Carte d'Identité Nationale, passeport, carte de séjour) et une copie de celle-ci.
- ✓ Un acte de naissance ;
- ✓ Un bulletin de paie ;

NB : Les pensionnés qui ne se présenteront pas verront leurs pensions suspendues au prochain paiement.

Les récépissés des cartes d'identités sans photos ne seront pas acceptés.

Fait à Libreville, le 02 JUL. 2018
Le Secrétaire Général
Romarie Ghislain YOUNG MBODOT
Notre ambition : mieux vous servir

1432 91 79 73 00
Boulevard de l'Indépendance • B.P. : 194 Libreville - Gabon
Tél : (+241) 01 79 12 00 • Fax : (+241) 01 74 44 25 • Centre d'appels : 1432
www.cnss.ga • facebook : cationationdesecuritesocialegabon-officiel